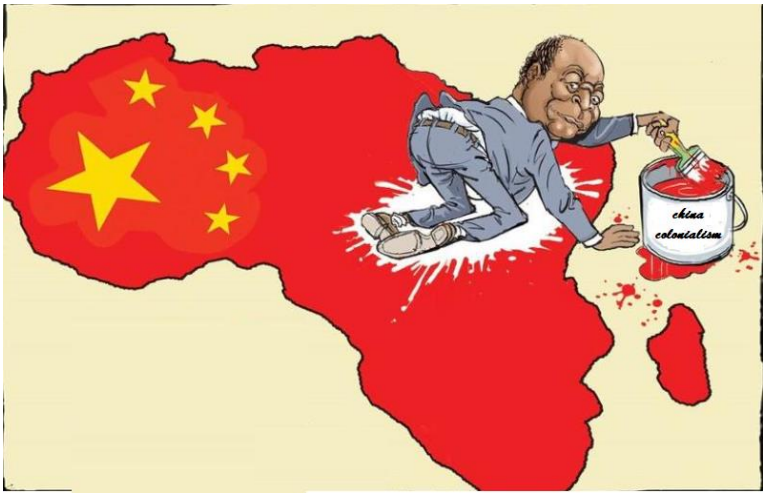


Les critiques africaines sur les agissements de la chine en afrique

Septembre 2021

Yassine FAKID

Table des matières

Table des matières 1
Introduction 2
Perspective Géopolitiques des relations sino-africaine 2
Les relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique 2
Pékin s'immisce dans la politique intérieure de l'Afrique pour servir ses intérêts 4
Préoccupations Africaines : L'Afrique terrain de guerre des puissances 6
Diplomatie chinoise du piège de la dette et l'obtention d'avantages stratégiques en Afrique 8
Critiques africaines sur la dette chinoise et les projets d'infrastructures 8
La question de prêt lié aux ressources naturelles 10
Standard Gauge Railway : Un exemple typique du néocolonialisme chinois. 11
La société africaine se manifeste contre la Chine 12
La Chine au cœur du débat politique en Afrique 12
« Esclavagisme » et abus envers les travailleurs africains 14
Mouvement de consternation africain contre le racisme subit par des africains en Chine 14
Critiques africaines sur l'impact environnemental de la Chine 15
Corruption : Cas du Nigéria 16
L'expansion sécuritaire de la Chine en Afrique et ses dérives 17
Objectifs de la présence sécuritaire de la Chine en Afrique 17
Caractéristiques des contrats de sécurité privé chinois 18
Un risque pour la sécurité des citoyens et l'intégrité réglementaire en Afrique 19
Conclusion 21
Annexe 22
Références 24

Introduction

Ces dernières années, la croissance économique de la Chine a nécessité des ressources naturelles supplémentaires. Le gouvernement chinois s'est alors concentré sur la sécurisation de l'approvisionnement énergétique et en matière première pour son expansion industrielle en Afrique. La politique de la Chine envers les pays africains a vu sa genèse à la fin des années 1950. Le premier événement majeur forgeant les relations entre la Chine et l'Afrique a été la Conférence de Bandung, tenue en Indonésie en 1955. Lors de cette conférence, il a été convenu de soutenir la coopération Asie-Afrique dans le domaine de l'économie. Durant les années 1950, la Chine a établi cinq principes dictant ses relations avec les pays africains :

- La reconnaissance mutuelle de la souveraineté,
- Absence d'actions militaires,
- Absence d'ingérence dans les affaires intérieures,
- Égalité des chances et avantages mutuels découlant de la relation,
- Coexistence pacifique.

La Chine n'est pas ralentie par l'histoire du colonialisme ou de l'impérialisme. La Chine voit l'Afrique comme une source de richesse minières. Alors que l'Occident s'engage à respecter les principes démocratiques par le biais de son aide au développement, la Chine ne porte aucun regard sur les questions de démocratie.

La question qui se pose actuellement est de savoir si les actions de Pékin témoignent d'un néo-colonialisme. Lors d'un voyage au Nigeria, le secrétaire d'État britannique Jack Straw a noté que la politique actuelle de la Chine est très similaire à la politique étrangère du Royaume-Uni il y a 150 ans. À cet égard, Straw n'est pas le seul à affirmer que la Chine se comporte comme une nouvelle puissance coloniale.

Aujourd'hui, une grande partie de l'Afrique critique le non-respect par la Chine des normes de sécurité et d'environnement, des pratiques commerciales déloyales telles que les violations des lois locales et la diplomatie du piège de la dette. En 2011, Michael Sata a remporté l'élection présidentielle en Zambie en partie grâce à sa reconnaissance du sentiment anti-chinois dans la société. Un autre grand critique africain de l'influence de la Chine est l'ancien gouverneur de la Banque nationale du Nigeria, Sanusi Lamido. Lamido a déclaré : « Nous devons considérer la République populaire de Chine comme ce qu'elle est, un concurrent. L'Afrique doit reconnaître que la République populaire de Chine, tout comme les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et le Brésil n'est pas sur le continent africain en raison des intérêts de l'Afrique ou de certains États africains. Elle est présente ici surtout pour son propre profit ».

Perspective Géopolitiques des relations sino-africaine

Pékin attribue à l'Afrique un rôle central dans sa politique étrangère. Pour démontrer la cohérence de cette orientation, les ministres chinois des affaires étrangères ont choisi les pays africains comme première destination de leur voyage à l'étranger chaque année depuis 1991.

Les relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique

À ce jour, Pékin a publié deux livres blancs sur sa politique africaine, l'un en 2006 et l'autre en 2015. Alors que le livre blanc de 2006 appelait à un "nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique", le livre blanc de 2015 accorde une priorité beaucoup plus élevée au continent en élevant les relations au rang de partenariat stratégique global de coopération - une expression utilisée par le ministère chinois des Affaires étrangères pour désigner ses relations

les plus importantes[1]. Le livre blanc de 2015 souligne le rôle de l'Afrique dans la construction d'une "communauté de destin humain commun", un concept du PCC pour un régime de gouvernance mondiale dirigé par la Chine. Il note également que Pékin cherche à s'assurer le soutien de l'Afrique pour son objectif plus large de politique étrangère, qui consiste à réaliser une "réforme complète" du système international actuel.

Pékin a également intensifié ses efforts pour exporter son modèle de gouvernance politique et de développement économique dans certains pays africains. Contrairement au livre blanc de 2006, celui de 2015 présente un modèle de gouvernance politique et de développement économique du continent qui s'inspire clairement de la Chine. En outre, il décrit un certain nombre de lacunes en Afrique, telles que les "infrastructures arriérées", la "gestion du cyberespace" et le "contrôle des émeutes", et propose que la Chine aide les pays africains à renforcer leurs capacités dans ces domaines et dans d'autres par le biais de formations et d'échanges.

Plus largement, Pékin utilise ses relations avec les pays africains pour atteindre d'autres objectifs importants. Ces objectifs comprennent l'obtention d'un accès préférentiel aux ressources naturelles du continent, l'utilisation de zones de libre-échange pour contourner les quotas commerciaux des États-Unis et de l'Union européenne, l'ouverture des pays africains comme marchés pour les exportations chinoises, et l'obtention du soutien de l'Afrique pour les objectifs diplomatiques mondiaux de la Chine, comme l'initiative Belt and Road (BRI).La Chine utilise tous ses outils d'influence politiques, économiques et militaires - pour atteindre ces objectifs.

La Chine a approfondi ses liens avec tous les pays du continent à l'exception du Swaziland, qui reconnaît Taiwan. Pékin dispose d'un système à plusieurs niveaux pour classer ses partenariats diplomatiques avec les pays en Afrique. En général, plus le niveau de partenariat est élevé, plus Pékin s'engage avec le pays.[2] Les trois niveaux de partenariat les plus élevés sont le partenariat stratégique global de coopération, le partenariat stratégique global et le partenariat stratégique :

- Partenariat stratégique global de coopération : Djibouti, Éthiopie, Guinée, Kenya, Mozambique, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe.
- Partenariat stratégique global : Algérie, Égypte, Nigéria et Afrique du Sud.
- Partenariat stratégique : Angola et Soudan[3].

De tous ses partenaires stratégiques, Pékin s'appuie le plus sur les partenaires africains avec lesquels elle a développé des liens idéologiques étroits pendant la guerre froide.

Lors du sommet du FOCAC en 2018, la Chine et les 53 pays africains présents ont convenu de défendre les "intérêts fondamentaux" de chacun, un terme utilisé pour décrire les questions auxquelles Pékin est particulièrement sensible, comme les droits de l'homme et Taïwan[4].

La chine utilise les pays africains pour obtenir un soutien en faveur de ses objectifs diplomatiques, y compris pour ses politiques intérieures répressives et ses revendications de souveraineté contestées, dont beaucoup ont fait l'objet de vives critiques internationales. Les gouvernements de plusieurs pays africains ont soutenu les détentions massives de Ouïgours

[1] Xinhua, "Full Text: China's Second Africa Policy Paper," décembre 2015.

[2] South China Morning Post, "Quick Guide to China's Diplomatic Levels," Janvier, 2016.

[3] Paul Nantulya, written testimony for U.S.-China Economic and Security Re- view Commission, Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Influence Strategic Aims in Africa, février 2020.

[4] Paul Nantulya, written testimony for U.S.-China Economic and Security Review Commission, Hearing on China's Strategic Aims in Africa, 8 mai 2020.

et d'autres groupes ethniques musulmans par le gouvernement chinois. Dans un autre exemple, une majorité de pays africains ont publié des déclarations de soutien aux revendications maritimes de Pékin en mer de Chine méridionale[5].
Pékin a également utilisé son influence pour obtenir des votes africains à l'ONU en faveur des priorités clés de la politique étrangère chinoise. Une étude menée par AidData, un laboratoire de recherche qui collecte des données sur l'aide et l'assistance au développement, note qu'il existe une forte corrélation entre les versements d'aide chinoise et le vote des pays africains en faveur de la Chine à l'ONU[6].
Cependant la pandémie actuelle de COVID-19 a présenté de nouveaux défis pour les efforts diplomatiques de Pékin en Afrique et pourrait modifier les relations et l'image de la Chine sur le continent. En avril 2020, les dirigeants africains se sont plaints au gouvernement chinois au sujet des mauvais traitements dont ont été victimes les Africains vivant en Chine, notamment les mesures prises par les autorités et les entreprises locales qui ont forcé l'expulsion de certains Africains vivant dans les hôtels chinois et empêché les Africains d'entrer dans les restaurants et les magasins[7] . L'Union Africaine ainsi que de nombreux pays africains qui ont souvent soutenu Pékin, comme le Ghana, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, ont exprimé leur inquiétude face à cette évolution. Les gouvernements du Ghana et du Nigeria, par exemple, ont averti les ambassadeurs chinois dans leur pays d'exprimer leur mécontentement face à cette apparente discrimination raciale[8].
Le gouvernement chinois a rencontré un autre revers diplomatique en mai lorsque les pays africains ont choisi de ne pas soutenir Pékin au sein de l'Organisation mondiale de la santé. Malgré la forte opposition de Pékin à un projet de résolution proposé par l'Australie demandant une enquête indépendante sur le COVID-19, le Groupe africain de l'ONU composé des 54 États africains internationalement reconnus a signé l'initiative de Canberra[9].

Pékin s'immisce dans la politique intérieure de l'Afrique pour servir ses intérêts

Pour promouvoir son modèle politique autoritaire en Afrique et protéger ses intérêts sur le continent, la Chine s'est parfois immiscée de manière agressive dans la politique intérieure et la souveraineté africaines. Dans ces cas, les actions de Pékin contrastent fortement avec sa déclaration publique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. L'ingérence politique de la Chine en Afrique a été menée pour contrer la résistance africaine à l'influence chinoise et soutenir les élites favorables au modèle de gouvernance chinois. Ses tactiques ont consisté à s'immiscer dans les élections des pays africains et à menacer de rompre les relations avec les gouvernements qui s'opposent aux politiques de la Chine.
Une approche clé adoptée par Pékin pour épauler les partis pro-Chine est l'ingérence dans les élections africaines. Dans la période précédant les élections présidentielles de 2018 en Sierra Leone, les sources d'information de l'opposition ont rapporté que la Chine avait fourni une « aide matérielle et financière » au parti sortant prochinois All People's Congress (APC)[10]. Avant l'élection, des ressortissants chinois ont fait campagne au nom de l'APC en portant l'uniforme

[5] Wang Wen et Chen Xiaochen, “Who Supports China in the South China Sea and Why,” Diplomat, juillet 2016.
[6] Samantha Custer, “China’s Financial Statecraft: Winning Africa One Yuan at a Time,” AidData, mars 2018.
[7] Charles Dunst, “Beijing’s Propaganda Is Finding Few Takers,” Foreign Policy, avril 2020
[8] Charles Dunst, “Beijing’s Propaganda Is Finding Few Takers,” Foreign Policy, avril 2020
[9] Ben Packham, “Coalition of 62 Nations Backs Australia’s Push for COVID-19 Probe,” Australian, mai 2020.
[10] SLPP Today, “China Interferes in Sierra Leone 2018 Elections,” février 2018.

du parti, et pendant l'élection, les militants de l'APC ont ouvertement admis avoir « prêté allégeance » à Pékin. Sous le président de l'APC, Ernest Koroma, dont le mandat à la tête de la Sierra Leone a duré de 2007 à 2018, les investissements chinois dans le pays ont augmenté de façon spectaculaire pour atteindre près de 6 milliards de dollars, tandis qu'une entreprise de construction chinoise a construit le siège de l'APC[11].

Pékin s'est également immiscé dans l'élection présidentielle zambienne de 2006 pour contrer les réactions de l'influence chinoise. Au cours de la période précédant l'élection, l'ambassadeur de Chine en Zambie a ouvertement menacé de couper les liens avec le pays si celui-ci élisait Michael Sata, qui s'était présenté avec un programme très critique à l'égard du gouvernement chinois[12].

Dans l'exemple peut-être le plus frappant d'ingérence directe du gouvernement chinois dans les affaires intérieures d'un autre pays, Pékin semble avoir approuvé un coup d'État mené par l'armée au Zimbabwe en 2017. Ce faisant, la Chine a permis au parti répressif au pouvoir, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front, de maintenir son contrôle sur le pays, en écrasant les mouvements démocratiques dans le processus. De 2016 à 2017, des manifestations de masse ont eu lieu contre le dirigeant de longue date Robert Mugabe[13]. Une semaine avant le coup d'État qui a finalement renversé M. Mugabe et installé un nouveau régime sous la direction du président Emmerson Mnangagwa, le général Constantino Chiwenga, proche allié du président Mnangagwa, s'est rendu à Pékin dans ce que le ministère chinois des Affaires étrangères a qualifié d'« échange militaire normal »[14]. Étant donné le moment choisi pour la visite du général Chiwenga et le fait que Pékin entretient des liens étroits avec le président Mnangagwa et la faction politique du général Chiwenga, la séquence des événements suggère que Pékin a donné sa bénédiction au coup d'État, garantissant que les factions pro-chinoises conservent le contrôle du pays[15]. Pékin a officiellement nié toute implication dans le coup d'État.

De plus la Chine contrôle le paysage médiatique du continent. En effet Pékin cherche à influencer les perceptions de la Chine dans les pays africains en acquérant un contrôle sur les médias africains. Non seulement la Chine promeut activement son modèle de journalisme d'État, mais elle cherche également à acquérir des parts dans les principaux médias.

L'environnement médiatique de nombreux pays africains est sous-développé, ce qui accroît la possibilité que le gouvernement chinois monopolise l'information pour exporter une vision chinoise du monde. Ces dernières années, des entités chinoises ont acheté des participations dans des sociétés de médias africaines pour influencer le contenu produit[16]. L'Independent Media d'Afrique du Sud, dans lequel des entités chinoises détiennent une participation de 20 %, s'est engagé dans des activités qui ont conduit à la censure médiatique des journalistes travaillant dans ce média. Par exemple, en 2018, après avoir publié un article critiquant les détentions massives par Pékin de Ouïghours et d'autres groupes ethniques musulmans dans

[11] Cooper Inveen and Ruth Maclean, "China's Influence Looms Largeas Sierra Leone Goes to the Polls," Guardian, 7 mars 2018.

[12] John Reed, "China Intervenes in Zambian Election," Financial Times, 5 septembre 2006

[13] Standard, "Masses March against Mugabe," novembre 2017.

[14] Reuters, "Zimbabwe Military Chief's China Trip Was Normal Visit, Beijing Says," novembre 2017.

[15] Vasabjit Banerjee and Timothy S. Rich, "Diamonds and the Crocodile: China's Role in the Zimbabwe Coup," Diplomat, 22 novembre 2017.

[16] Celine Sui, "China Wants State Media to Peddle Its 'Soft Power' in Africa, but Tech Platforms Are a Better Bet," Quartz Africa, octobre 2019.

la région du Xinjiang en Chine, un chroniqueur d'Independent Media a vu sa tribune supprimée[17].

Préoccupations africaines : L'Afrique terrain de guerre des puissances

Bien que de nombreux pays poursuivent divers intérêts et partenariats sur le continent africain, parmi les grandes puissances, les États-Unis et la Chine sont les plus belliqueux. Les données d'Afrobaromètre suggèrent que les populations africaines considèrent que l'influence de la Chine et des États-Unis est à peu près égale[18]. L'administration Biden anticipe clairement des frictions avec la Chine en l'Afrique. Lors de son audition de confirmation, l'ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield a pris la peine d'assurer aux sénateurs qu'elle et ses collègues sont parfaitement conscients des « objectifs de développement parasitaires de la Chine en Afrique »[19].

Le fait de présenter les ambitions des grandes puissances en Afrique comme une compétition pour les ressources naturelles est souvent fréquent, les changements survenus sur les marchés pétroliers et dans l'infrastructure énergétique des États-Unis au cours de la dernière décennie ont considérablement réduit l'importance du pétrole dans les relations américano-africaines. Mais les nouvelles technologies ont besoin de minerais de terres rares et d'autres métaux, comme le cobalt. La dépendance des États-Unis vis-à-vis de la Chine comme source de minerais de terres rares devient critique. Les États africains seront des fournisseurs alternatifs souhaitables pour l'administration américaine[20]. Mais la Chine a déjà profondément pénétré le secteur minier africain et il est peu probable qu'elle reste passive alors que les États-Unis cherchent à établir de nouvelles relations et de nouveaux approvisionnements en ressources stratégiques.

Malgré ces sources de friction, les affrontements directs entre grandes puissances sur le continent africain sont peu probables, bien que la possibilité d'une escalade existe. L'utilisation par la Chine de lasers pour harceler les pilotes américains à Djibouti est un exemple de provocation mineure qui peut déclencher des représailles[21]. Mais la perspective de conflits par procuration n'est pas seulement hypothétique. Dans la Corne de l'Afrique, de plus en plus militarisée et hautement combustible, il sera extrêmement difficile de les éviter. Au fil du temps, des tensions accrues et peut-être même des affrontements par procuration pourraient se développer entre les acteurs alignés sur les États-Unis et ceux soutenus par la Chine si la suprématie navale en mer Rouge et dans le golfe d'Aden est en jeu.

De même, étant donné l'état actuel de la politique russe en Libye, Moscou pourrait faire jouer ses muscles au sud du continent pour éviter de perdre son statut de partenaire privilégié du gouvernement de la République centrafricaine, et le Mozambique, riche en ressources et fragile, si elle y voit une opportunité suffisamment lucrative. Ces scénarios prévoient que la rivalité entre grandes puissances crée les conditions d'un désordre dans les sociétés africaines. La politique de la Chine à soutenir les élites africaines existantes et à fournir aux gouvernements africains les moyens de réprimer la société civile ou les opposants politiques

[17] Tatenda Gwaambuka, "South African Journalist's Newspaper Column Cancelled for Criticizing China," African Exponent, octobre 2018.

[18] Edem Selormey, "Africans' Perceptions About China: A Sneak Peek From 18 Countries," Afrobarometer, septembre 2020.

[19] Anne Gearan, "Biden's UN Nominee Pledges to Fight Chinese Influence," Washington Post, Janvier, 2021.

[20] J.P. Casey, "Into Africa: the US' Drive for African Rare Earth Minerals," Mining Technology, septembre 2019.

[21] Paul Sonne, "U.S. Accuses China of Directing Blinding Lasers at American Military Aircraft in Djibouti," Washington Post, mai 2018.

prolonge le mandat d'acteurs en décalage avec leurs sociétés[22]. Les systèmes politiques africains pourraient devenir plus fragiles et les risques de violence entre l'État et la population pourraient s'accroître à mesure que des gouvernements impopulaires s'appuient sur le soutien chinois pour s'accrocher au pouvoir. Mais les États-Unis aussi, dans leur poursuite zélée d'un programme de lutte contre le terrorisme, ont donné du pouvoir à des gouvernements et des armées abusifs et souvent inefficaces dans l'espoir qu'ils se transforment en remparts contre les extrémistes. Du Mozambique au Burkina Faso, les États-Unis ont dû faire face à une tension entre leur programme de lutte contre le terrorisme et leur engagement en faveur des droits de l'homme[23].[24]

Les États africains ont la volonté de s'affirmer davantage sur la scène internationale, mais si leurs aspirations et leurs priorités ne sont comprises qu'à travers le prisme de la rivalité entre grandes puissances tels que la Chine, la Russie et les Etats-Unis, la volonté de faire avancer un vaste programme africain qui se concentrera probablement sur les réformes structurelles des institutions multilatérales a peu de chance de se concrétiser pour répondre aux aspirations des populations Africaines.

Ce que les pays africains ne veulent pas, c'est être pris entre les États-Unis et la Chine. Les dirigeants africains répètent souvent ce proverbe : « Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre ». Ainsi le président kényan met en garde contre la rivalité entre les États-Unis et la Chine en Afrique. Dans une interview au Financial Times, le président du Kenya a déclaré que les pays africains pourraient être pris entre les feux de la rivalité américano-chinoise, ce qui représente un grave danger pour les nations africaines. Kenyatta a averti que les puissances étrangères exacerbaient les divisions du continent et que les africains étaient libre de coopérer avec tout le monde.

Par ailleurs, la présence de la Chine dans des pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire se développe rapidement. Attirée par des taux de croissance supérieurs à sept pour cent dans des pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, la Chine est devenue le premier exportateur vers la plupart des anciennes colonies françaises. La Chine a désigné le Sénégal comme « la porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest ». Il a été sélectionné comme le premier pays francophone et ouest-africain à accueillir le Sommet du FOCAC (qui se tiendra à Dakar en novembre 2021). Les diplomates chinois avouent néanmoins que l'Afrique de l'Ouest francophone est un écrou plus dur à casser que les régions anglophones.

L'émergence de la Chine en Afrique de l'Ouest remet directement en cause les intérêts économiques français. Les entreprises chinoises se sont implantées dans des secteurs longtemps dominés par les acteurs français : génie civil, industries extractives, télécoms, ports. Les champions nationaux français tel que Vinci, Orange, Bouygues, Total, Areva, Alstom doivent désormais faire face aux géants de Pékin.

De plus, des entreprises françaises et chinoises ont parfois rompu avec la concurrence ouverte pour s'associer sur des projets africains spécifiques. En effet des sociétés telles que Suez[25] et Alstom ont obtenu des rôles de sous-traitants pour des projets chinois en Afrique. Le géant de la logistique Bolloré a signé un « partenariat mondial » avec Alibaba en 2018. Cette coopération commerciale a été a été au cœur d'une rencontre du MEDEF pour renforcer la

22Parkinson, Bariyo, and Chin, "Huawei Technicians Helped African Governments."

[23] D. Parvaz, "The U.S. Cut Aid to Cameroon. Here's Why That's So Surprising." Think Progress, février 2019.

[24] David Esnault, "U.S. Threatens to Stop Burkina Faso Aid Over Reported Army Killings," Agence France-Presse, Juillet, 2020.

[25] Brice R. Mbodiam, « Un consortium chinois sous-traite au Français Suez, la construction d'une usine de production d'eau potable au Cameroun », Investir au Cameroun, décembre 2017.

collaboration franco-chinoise en Afrique. En 2015, les deux parties ont convenu de promouvoir les partenariats sur les marchés en Afrique, et Paris a nommé un ambassadeur du partenariat franco-chinois en Afrique sous la présidence de Hollande.
Cependant Macron a effectué un changement de cap. Depuis qu'il est devenu président en 2017, Macron a redynamisé le rôle mondial de la France et refondu ses liens avec l'Afrique francophone et anglophone. Il a également adopté une position ferme vis - à-vis de la Chine insistant notamment sur une position européenne unifiée et a mis en garde l'Afrique contre le danger de la dette chinoise .

Diplomatie chinoise du piège de la dette et l'obtention d'avantages stratégiques en Afrique

Les asymétries de pouvoir entrent la Chine et ses partenaires africains sont immenses. Le Nigeria, la plus grande économie d'Afrique avec un PIB d'environ 500 milliards de dollars, représente une fraction du PIB de la Chine de 14 300 milliards de dollars. La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, ses échanges ayant été multipliés par 40 au cours des 20 dernières années. La Chine est également le plus grand créancier de l'Afrique, détenant 20 % de la dette du continent. Les pays africains ont emprunté environ 143 milliards de dollars en prêts publics et commerciaux chinois combinés entre 2006 et 2017.

Critiques africaines sur la dette chinoise et les projets d'infrastructures

La dette publique en Afrique subsaharienne a considérablement augmenté au cours des dix dernières années, les pays empruntant massivement à la Chine pour financer de grands projets d'infrastructure. Cependant, la baisse des prix des matières premières et le ralentissement de l'économie africaine depuis 2015 ont entravé leur capacité à rembourser la dette publique. Le risque de surendettement dans la région a encore augmenté en raison de l'impact économique de la pandémie de COVID-19, qui a déclenché le défaut de paiement de la Zambie au quatrième trimestre 2020.
De plus, les conditions d'endettement des créanciers chinois sont souvent opaques et établies au cas par cas. Ainsi, les parties prenantes craignent que la Chine ne profite de la crise actuelle de la dette pour acquérir le contrôle d'actifs stratégiques, laissant les pays africains dans un état de dépendance.
Le défaut de paiement de la Zambie montre qu'outre le montant total de la dette, la structure et la composition des créanciers jouent également un rôle important dans la détermination du risque d'endettement. En 2020, la Zambie a demandé à la Chine de restructurer 11 milliards de dollars de prêts. La Chine, cependant, a insisté pour que tous ses arriérés soient apurés comme condition préalable, une demande que le président zambien Edgar Lungu ne pouvait refuser. D'autres prêteurs à qui la Zambie avait demandé des renflouements sont soudainement devenus réticents à offrir des concessions au pays car elles pourraient être utilisées pour payer des arriérés aux créanciers chinois. Selon Ken Ofori, ministre des Finances du Ghana, l'approche chinoise des négociations sur la dette désavantage ses partenaires très endettés car cela rend les autres créanciers nerveux que « leurs ressources libérées seront simplement transférées à Pékin ». La particularité des créanciers chinois a créé une base de créanciers plus diversifiée que les prêteurs bilatéraux historiques principalement du Club de Paris, ce qui complique la résolution des conflits de remboursement.

Ainsi les parties prenantes en Afrique ont tendance à être préoccupés par ce que l'on appelle la « diplomatie du piège de la dette ». Cela fait référence à l'idée que la Chine a pour objectif à long terme d'accéder à des actifs et des produits de base clés en liant les pays africains à des contrats de dette qu'ils ne seront pas en mesure de rembourser. En 2018, le public kenyan a été choqué lorsqu'un rapport divulgué du vérificateur général a révélé que le port stratégique de Mombasa avait été érigé en garantie souveraine[26]. C'est-à-dire qu'il serait remis à la EXIM Banque chinoise si le gouvernement kenyan faisait défaut sur son prêt de 3,2 milliards de dollars pour le chemin de fer Mombasa-Nairobi Standard Gauge. En Zambie, les craintes que les entreprises chinoises saisissent des actifs clés pour recouvrer des dettes font fréquemment la une des journaux, la compagnie d'électricité locale ZESCO et l'aéroport international étant cités dans un flot de reportages dans les médias en colère depuis 2018.

Des inquiétudes concernant le déséquilibre ont également été soulevées concernant d'autres facettes des investissements chinois. Par exemple, de nombreux commentateurs africains notent que les entreprises chinoises, qui dominent actuellement les appels d'offres de construction africains[27], embauchent principalement de la main-d'œuvre chinoise et importent du matériel chinois dans des projets de plusieurs milliards de dollars. Il est communément admis que les pays africains cèdent à de telles pratiques car le financement, les évaluations d'impact et l'exécution des projets sont tous effectués par des entités chinoises.

La question de la corruption figure souvent en bonne place dans ces accords, car les chefs de gouvernement africains ont tendance à négocier des accords opaques qui leur profitent personnellement ou étendent leur réseau de clientélisme. Les dirigeants africains sont donc moins enclins à inscrire des normes de responsabilité et d'appropriation locale dans ces accords. De plus, comme de nombreux détails de ces accords restent secret entre les dirigeants africains et leurs homologues chinois, il est difficile de dire en quoi ces accords profitent aux citoyens africains. Le fait que les inquiétudes concernant les pratiques néfastes continuent d'être soulevées souligne des craintes quant à la nature déséquilibrée de ces engagements. Par conséquent, un nombre croissant d'Africains ne considèrent pas la relation comme un « partenariat mutuellement bénéfique ».

Ainsi de nombreux pays africains sont de plus en plus critiques envers les prêts chinois. Ces dernières années, l'Ethiopie a noué une relation stratégique avec la Commission européenne et négocié des investissements majeurs de la part de l'International Development Finance Corporation des États-Unis. En décembre 2020, l'Éthiopie a reçu une injection de 9 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Les responsables éthiopiens ont indiqué que le financement occidental était plus sain et ne causait pas de surendettement. Le Premier ministre Abiy Ahmed est allé plus loin en disant qu'emprunter à la Banque mondiale et au FMI était comme « emprunter à sa mère »[28].

D'autres pays commencent à se méfier de la Chine et l'affirment en améliorant leur manière de négocier. Au Bénin, au Botswana, en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Sénégal et en Sierra Leone, les départements techniques gèrent les négociations avec les entités chinoises , tandis que la présidence passe au second plan.

Aujourd'hui, les dirigeants africains commencent à se manifester contre les pratiques chinoises poussé par les craintes de rébellion. L' impasse en 2019 entre la Tanzanie et China

[26] Jacob Onyango, « Auditor General dismisses report Kenya could lose Mombasa port to China over debt », Decembre,2018.

[27] Mckinsey Africa, « The closest look yet at Chinese economic engagement in Africa », juin,2017.

[28] The Africa Report, « Ethiopia: The case for partial privatization of Ethio Telecom », septembre 2020.

Merchant Holdings International (CMHI) sur le projet du mégaport de Bagamoyo de 11 milliards de dollars démontrent la méfiance des africains envers la Chine. CMHI a proposé un marché à des conditions inacceptables : un bail de 99 ans, un droit nul sur le matériel importé, un engagement de la Tanzanie à ne pas développer d'autres ports et des allégements fiscaux pour les investisseurs dans une zone franche. La Tanzanie a rendu public avec colère les détails pour faire pression et déjouer la position chinoise. *« Seul un fou peut accepter de telles conditions »*, a déclaré le président John Magufuli, ajoutant : « *Nous ne serons pas traités comme des écoliers*. ».

La question de prêt lié aux ressources naturelles

Il faut ajouter que l'accès aux ressources naturelles joue un rôle central dans les conditions de remboursement de certains prêts chinois. La Chine offre souvent des prêts adossés à des ressources aux pays riches en ressources, en utilisant les matières premières comme méthode de remboursement ou comme garantie. Ce type de prêts est souvent fondé sur la production future d'une ressource naturelle telle que le cacao, le tabac, le pétrole ou le cuivre.

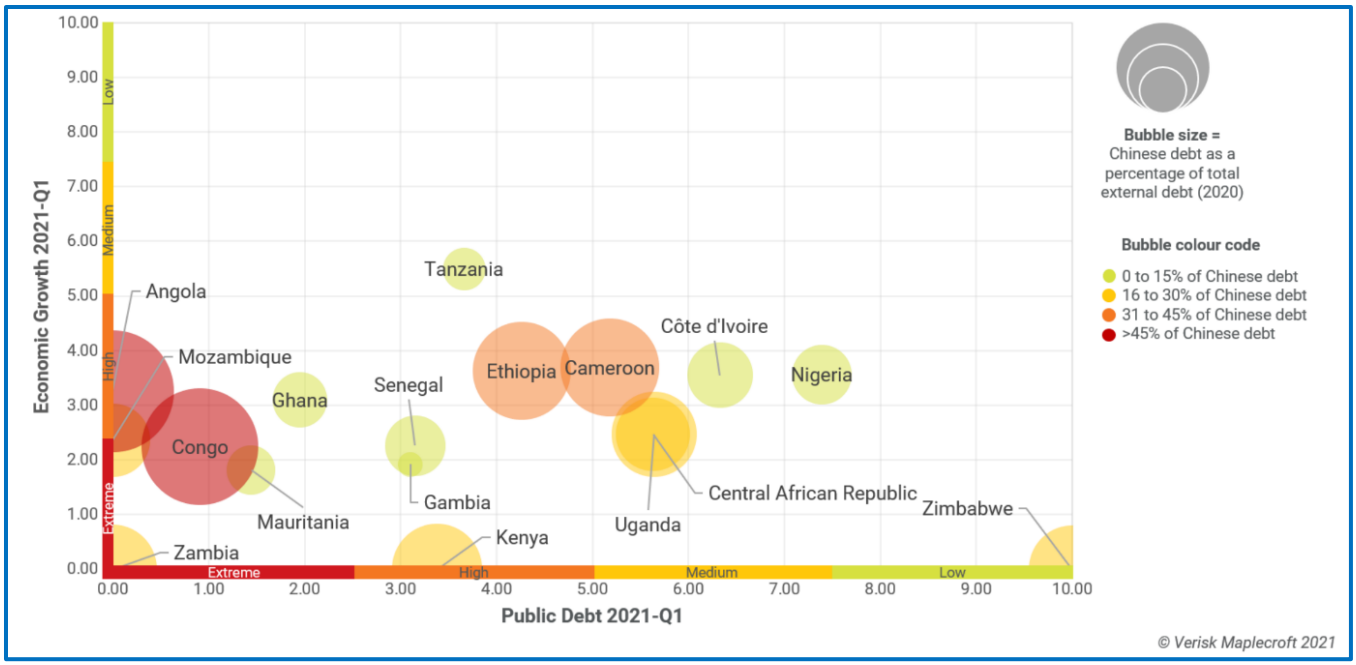
Les prêts adossés à des ressources sont souvent attrayants pour les pays africains ayant un accès limité aux marchés des capitaux, car ils peuvent être utilisés pour financer des projets d'infrastructure et sont perçus comme une méthode de financement moins chère. Cependant, ces prêts peuvent également accroître les pressions budgétaires dans les pays très endettés et perturber leur production de matières premières.

Les accords de remboursement basés sur la valeur future plutôt que sur la quantité d'une matière première sont particulièrement risqués pour l'emprunteur, car une baisse des prix des matières premières sur le marché mondial nécessiterait une augmentation artificielle de sa production pour couvrir les obligations de la dette.

Les niveaux d'endettement des pays exportateurs de pétrole comme le Congo et l'Angola sont particulièrement préoccupants, puisque l'effondrement des prix mondiaux du pétrole a entraîné la dévaluation de leurs monnaies nationales. Cela rend les remboursements de dettes libellés en devises étrangères relativement plus coûteux. En outre, le recours aux prêts sur réserves ajoute une couche supplémentaire au paysage complexe de la dette des pays tributaires des matières premières, augmentant encore le risque de surendettement. En mai 2021, en visite dans la ville minière de Kolwezi, Félix Tshisekedi avait annoncé son intention de renégocier les contrats miniers, notamment ceux conclus par son prédécesseur Joseph Kabila : « *Il n'est pas normal que ceux avec qui le pays a signé des contrats d'exploitation s'enrichissent pendant que nos populations demeurent pauvres* », avait-il déclaré, ajoutant : « *il est temps que le pays réajuste ses contrats avec les miniers pour sceller des partenariats gagnant-gagnant* ».[29]

Dans le graphique ci-dessous, nous remarquons que le Congo et l'Angola sont les plus exposés aux conséquences des prêts sur réserves. En plus d'être deux des pays les plus risqués, ce sont deux des pays qui ont le plus emprunté à la Chine.

[29] RDC : Félix Tshisekedi fustige les investisseurs miniers qui « viennent les poches vides et repartent milliardaires » - (Agence Ecofin)- 15 mai 2021.



De plus, l'Angola et le Congo sont particulièrement vulnérables, car ils présentent des niveaux d'endettement élevés, une grave récession économique et ont emprunté des montants importants à la Chine en utilisant des prêts adossés à des ressources.
Le cas de l'Angola est particulièrement préoccupant, puisqu'on estime qu'environ 75 % de la dette chinoise totale est financée de cette manière, souvent garantie par les exportations de pétrole.

Standard Gauge Railway : Un exemple typique du néocolonialisme chinois.

Nous avons sélectionné ce cas pour l'analyser après avoir relevé des informations sur différents litiges concernant ce projet. En effet deux militants ont intenté une action en justice devant un tribunal de Mombasa pour demander la divulgation de documents liés au projet Standard Guard Railway. Wanjiru Gikonyo et Khelef Khalifa. M. Khalifa est avec Muslims for Human Rights tandis que Mme Gikonyo est la coordinatrice nationale de l'Institute for Social Accountability. Ils opèrent sous Okoa Mombasa, une coalition de syndicats de travailleurs, d'entreprises, d'associations professionnelles et de groupes de la société civile s'occupant du bien-être des habitants de Mombasa. Ils déplorent que des informations fondamentales sur le financement, les appels d'offres et la construction du projet n'aient pas été rendues publiques. Leurs inquiétudes reposent sur les craintes que le port de Mombasa n'ait été utilisé comme garantie des prêts chinois qui ont construit la ligne ferroviaire, l'exposant ainsi à une prise de contrôle par un gouvernement étranger en cas de défaillance du Kenya. Les principaux contrats liés à ces aspects du projet restent secrets, affirment les activistes. Ils disent que les procédures de la loi sur les marchés publics ont été systématiquement ignorées.
L'EXIM BANK chinoise a forcé le Kenya et l'Ouganda à choisir une entreprise chinoise comme opérateur de l'activité ferroviaire sur le chemin de fer à écartement standard (SGR) sans appel d'offres public. Selon Atanas Maina, directeur général de Kenya Railways : Exim a fait un prêt conditionnel à la nomination d'un entrepreneur chinois pour construire et exploiter la ligne. Ainsi le projet a été attribué à la China Road and Bridge Corporation (CRBC) par Kenya Railways à la suite de la signature d'un protocole d'accord en 2011.

Cependant en 2014, une affaire en justice a été portée par l'activiste kenyan Okiya Omtatah et la Law Society of Kenya dans le but d'arrêter le projet au motif que CRBC avait remporté un projet public sans passer par un appel d'offre. L'affaire a été rejetée par la Cour la même année, mais en 2020, les juges d'appel ont statué que le processus de passation de marchés de SGR enfreignait l' article 227 de la Constitution kenyane, car il n'était pas ouvert à un appel d'offres public. Le tribunal a également conclu que le contrat contrevenait à la loi kenyane sur les marchés publics.
Par ailleurs le port de Mombasa pourrait être sous le contrôle des Chinois si le gouvernement Kenyan fait défaut sur le prêt SGR de 3,2 milliards de dollars. « The Auditor General » révèle que les actifs de la Kenya Ports Authority ont été utilisés comme garantie pour le prêt de 3,2 milliards de dollars pour le Standard Gauge Railway (document du rapport officiel en Annexe). Le kenya a pour la première fois levé son immunité en cas de litige lié au défaut de paiement du prêt de la part de la chine et risque de céder le port de Mombasa à la Chine. L'auditeur a déploré que les deux accords relatifs au prêt SGR de l'Export Import Bank of China signés en novembre 2014 n'aient pas fait l'objet d'un examen d'audit. Le Kenya est dans une situation critique dans le sens où tous les différends non réglés par accord mutuel des deux parties doivent être soumis à la Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international « Le lieu de l'arbitrage sera Pékin, RPC. », indique l'accord, tel que cité dans le rapport d'audit.
Ainsi nous relevons que ce cas du projet SGR résume les pratiques néocoloniales de la Chine en Afrique. La chine finance la réalisation d'un projet en Afrique sous conditions que ce projet soit octroyé à une entreprise chinoise sans appel d'offre. Elle conduit les états Africains dans une situation d'endettement critique. La seconde clause du financement de la part de la chine est la levée de la souveraineté. Ainsi en cas de défaut de paiements, elle récupère un actif stratégique sur le territoire des pays africains. Le néocolonialisme chinois se distingue du colonialisme classique par le fait que le colonisateur n'exerce pas sa souveraineté sur l'ensemble du territoire mais seulement sur les actifs stratégiques. Ce qui est plus avantageux pour le colonisateur.

La société africaine se manifeste contre la Chine

Depuis l'intensification des investissement chinois en Afrique, les sentiments anti chinois des Africains sont en contradiction avec les accords entre les États africains et le gouvernement chinois. Une étude réalisée par l'Ethics Institute of South Africa (EthicsSA)[30], basé à Pretoria, il montre que, parmi les pays interrogés, les Sud-Africains sont les plus anti-chinois. Les résultats montrent que, sur les 1 056 Africains de 15 pays interrogés, la majorité était largement négative à l'égard des hommes d'affaires chinois en Afrique (43,3% étaient négatifs et 35,4% positifs), la qualité des produits et services chinois (55,9% négatifs), et la responsabilité économique et sociale des entreprises chinoises (respectivement 40,1% et 45,7% négatifs).Les perceptions de la responsabilité environnementale des entreprises chinoises (53,9% négatives) et de leurs pratiques d'emploi (46% négatives) en Afrique sont mauvaises.

La Chine au cœur du débat politique en Afrique

Les élections historiques du Zimbabwe au cours de l'été ont offert un point de vue différent et suggèrent qu'un nombre croissant d'Africains sont contre l'aide de la Chine et l'argent

[30] Ethic Institute of South Africa, « African's perception of chinese business in Africa: A survey », février 2014.

chinois. Pendant la campagne, le candidat de l'opposition Nelson Chamisa de l'alliance MDC a évoqué une forte rhétorique anti-chinoise dans le but de galvaniser le soutien populaire contre le président sortant, Emmerson Mnangagwa de la ZANU-PF. Chamisa a promis d'expulser les entreprises chinoises s'il gagnait.

La rhétorique électorale offre un moyen de comprendre le sentiment antichinois en Afrique[31] , qui est de plus en plus exploité à des fins électorales. Un exemple souvent cité est celui des élections en Zambie de 2011 , lorsque le challenger Michael Sata a fréquemment dénoncé les hommes d'affaires chinois comme des « profiteurs ». Le sentiment anti-chinois de Sata a touché une corde sensible chez les électeurs et l'a aidé à vaincre le président sortant Rupiah Banda. Mais s'agit-il d'un modèle émergent ou d'un événement politique sporadique dans les élections africaines ?

Pour les politiciens africains prochinois, l'engagement sino-africain signifie une création d'emplois, des infrastructures indispensables et, plus important encore, la possibilité de tenir les promesses électorales avec une injection de capitaux étrangers avec peu de conditions sur les droits de l'homme. Le point de vue anti-Chine, alternativement, voit l'opportunité de rappeler aux électeurs les taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, et d'attiser la colère populaire pour vaincre le pouvoir.

Les opposants peuvent blâmer la volonté du titulaire du pouvoir d'accepter une influence économique chinoise en expansion qui ne résout pas les problèmes économiques du pays. Récemment, le président nouvellement installé Julius Maada Bio de la Sierra Leone a annulé un projet d'aéroport financé par la Chine et signé par son prédécesseur après l'avoir dénoncé lors de la campagne.

De plus, comme les secteurs extractifs sont souvent au cœur des économies africaines, l'implication ou la domination étrangère de ces secteurs peut facilement susciter le mécontentement populaire. Les intérêts accrus de la Chine dans ces secteurs suscitent sans aucun doute d'intenses débats politiques, en particulier lorsque des rapports font état de mauvais traitements infligés aux mineurs locaux ou d'une implication accrue de la Chine dans des activités minières non réglementées. Le sociologue Ching Kwan Lee[32] , par exemple, détaille les difficultés des mineurs zambiens dans les mines appartenant à des Chinois, ce qui explique la fureur populaire anti-chinoise qui a alimenté la victoire de Michael Sata en 2011.

Au Ghana, l'implication chinoise dans l'exploitation minière artisanale illégale de l'or a suscité un ressentiment local, qui s'est manifesté lors du vote de 2016 qui a élu Nana Akufo-Addo – qui a promis de faire face à la situation.

D'autre part une enquête Afrobaromètre[33] de 2016 menées dans 35 pays africains a indiqué qu'une moyenne de 35% des personnes interrogées percevait la qualité des produits chinois en Afrique comme problématique pour l'image de la Chine. Malgré les avantages de fournir des options de produits moins chères aux consommateurs africains, les consommateurs ne veulent pas voir des matériaux de qualité inférieure dans la construction d'infrastructures, ou risquer d'acheter de faux produits pharmaceutiques .

Et certains politiciens africains aiment souvent rappeler aux électeurs que les textiles et autres produits chinois bon marché concurrencent les produits locaux. Les gouvernements africains et leurs institutions de contrôle peuvent être complices de cette question sino-africaine, mais c'est une question qui peut être exploitée pendant la campagne électorale pour influencer les électeurs aux urnes.

---

[31] Stephen Hess, « Charting the Roots of Anti-Chinese Populism in Africa », Juin, 2015.

[32] Ching Kwan Lee, « The Specter of Global China: Politics, Labor, and Foreign Investment in Africa », 2017.

[33] Afrobaromètre, « China's growing presence in Africa wins largely positive popular reviews »,2016.

Pour une partie des politiciens africains, l'engagement accru de la Chine en Afrique n'est rien de plus qu'un nouveau colonialisme. Ils ont tendance à faire cette association non seulement comme un rappel prudent, mais parce qu'il s'agit d'une revendication profondément émotive qui encourage les Africains à contester une répétition de l'histoire pas si lointaine du continent.

« Esclavagisme » et abus envers les travailleurs africains

La présence d'entreprises chinoises en Afrique met à l'épreuve les lois du travail de divers pays africains. Des inquiétudes ont été exprimées concernant les pratiques de travail chinoises, souvent considérées comme injustes, avec divers cas signalés de conditions de travail médiocres et difficiles. Le sort des travailleurs africains sous les employeurs chinois met en lumière les lois du travail obsolètes et non appliquées qui existent dans de nombreux pays africains.

Malheureusement pour l'Afrique, la Chine à peu de respect pour les droits de l'homme. Les entreprises et le gouvernement chinois pourraient apporter les infrastructures et l'investissement, mais y a-t-il d'autres préoccupations qui sont négligées, en particulier sur un continent où la démocratie peine encore à se mettre en place ?

La politique de non-ingérence de la Chine n'empêche pas l'incursion de ressortissants chinois en Afrique, dont certains viennent avec des attitudes racistes et une éthique de travail esclavagiste. Dans une vidéo devenue virale, Liu Jiaqi, un ressortissant chinois, a été expulsé par l'immigration kenyane pour injures raciales contre ses collègues kenyans. Au Kenya, la primauté du droit est plus forte que dans d'autres régions d'Afrique. Une autre vidéo diffusée depuis l'Ouganda montre un mineur illégal chinois agressant un responsable du gouvernement ougandais.

Ainsi les acteurs politiques africains comme l'ancien dirigeant zambien Michael Sata a dénoncé les pratiques de travail chinoises. Sata a dénoncé le rôle de la Chine en Afrique et, dans le cadre de sa campagne, a promis d'empêcher la Zambie de devenir un "dumping ground for their human beings". En 2010, dans une affaire qui a choqué de nombreux Zambiens et Africains, des dirigeants chinois ont ouvert le feu sur des travailleurs qui protestaient contre les salaires et les conditions médiocres de la mine de charbon de Collum dans la province du Sinazongwe.

Ainsi les pratiques chinoises dans de nombreux pays tels qu'en Zimbabwe, en Zambie et en République démocratique du Congo, révèlent que les sociétés minières sont les principaux coupables en ce qui concerne les abus et les infractions au travail.

Mouvement de consternation africain contre le racisme subi par des africains en Chine

En pleine crise du Coronavirus, des centaines de travailleurs, commerçants et étudiants africains de la ville de Guangzhou, qui abrite la plus grande diaspora africaine d'Asie, ont été mis à la rue, certains par leurs propriétaires et d'autres par des directeurs d'hôtel. De nombreux autres ont été contraints à une quarantaine de 14 jours et à des tests aléatoires sans obtenir les résultats de leurs tests. Tony Mathias, un étudiant d'échange ougandais, a déclaré à l' AFP : « Je dors sous le pont depuis quatre jours sans rien manger. Je ne peux acheter de nourriture nulle part. Aucun magasin ou restaurant ne me servira ».

Ces événements peuvent être expliqué par la peur des Chinois du coronavirus, mais s'appuient également sur une hostilité de longue date envers les Africains dans le sud de la Chine. Les sentiments anti-africains en Chine remontent à des décennies, notamment les émeutes visant

les Africains en 1988-1989 à Nanjing. Dans les médias chinois, les Africains sont souvent caractérisés comme arriérés ou primitifs et les noirs comme peu attrayants. Le racisme sur les réseaux sociaux est impuni, y compris les allégations selon lesquelles les Africains sont des violeurs, des trafiquants de drogue ou des porteurs du sida.
Ces préjugés ont conduit à une série d'incidents au milieu de la paranoïa induite par les coronavirus. Le 4 avril 2020, des informations faisant état d'un homme nigérian infecté attaquant une infirmière chinoise sont devenues virales, déclenchant une multitude de trolls en ligne exigeant le nettoyage de la ville des « noires ».
"Ils nous accusent d'avoir le virus", a déclaré à la BBC Tobenna Victor, une étudiante nigériane expulsée . Une publication virale montre le personnel de McDonald's dans un restaurant de Guangzhou tenant une pancarte indiquant : « Nous avons été informés qu'à partir de maintenant, les Noirs ne sont pas autorisés à entrer dans le restaurant. ».
Les vidéos de ces mauvais traitements ont suscité l'indignation internationale. Une douzaine de pays africains ont convoqué les ambassadeurs chinois pour expliquer les « traitements inhumains infligés ». Une coalition d'ambassadeurs africains à Pékin a remis une lettre au ministre chinois des Affaires étrangères exigeant la fin immédiate de toute discrimination. Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a également exprimé son "extrême inquiétude". Moses Kuria, un membre actif du Parlement kenyan, a adopté une position plus agressive, appelant à l' expulsion immédiate de tous les ressortissants chinois au Kenya .
La rhétorique dans la presse africaine était tout aussi intense. La première page du *Daily Nation* , le plus grand journal du Kenya, titrait « Kenyans in China : Rescue Us From Hell ». Des reportages similaires ont été trouvés dans la presse nigériane, ghanéenne et ougandaise. Le hashtag #ChinaMustExplain a rapidement fait son apparition sur Twitter.
La réponse de la Chine a été de nier l'existence d'un problème. Ainsi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a répondu en soulignant que la Chine traite « tous les ressortissants étrangers sur un pied d'égalité ». La Chine a fait valoir que les récents mauvais traitements infligés aux Africains sont la conséquence malheureuse du fait que beaucoup d'entre eux sont des migrants vivant illégalement en Chine dont l'identité trouble pose des risques pour la santé publique pendant le virus. Pourtant, le fait que de nombreux Africains n'aient pas de statut légal est en partie le résultat des politiques d'immigration strictes de la Chine et du racisme fréquent.
La crise de Guangzhou n'a fait que réaffirmer le racisme sous-jacent de la société chinoise. Et bien que cela pose des défis très réels aux relations sino-africaines, aucune rupture complète entre la Chine et les nations africaines n'est à l'horizon. L'image de la Chine en tant que partenaire digne de confiance et égal de l'Afrique a été ternie, car les mauvais traitements et abus infligés aux ressortissants africains ont confirmé le fait que la Chine est un pays raciste.

Critiques africaines sur l'impact environnemental de la Chine

Les projets soutenus par la Chine en Afrique font face à une violente réaction des écologistes. En effet les écologistes accusent les Chinois de détruire les écosystèmes à la recherche de matières premières comme le pétrole, le métal et le bois. Des dizaines de projets soutenus et financés par la Chine en Afrique, la plupart d'entre eux développés dans le cadre de l' Initiative Ceinture et Route de Pékin (BRI), continuent de faire face à une réaction intense des écologistes.
En mai dernière, l'Ouganda et la Tanzanie ont donné leur accord à la construction d'un oléoduc entre les deux pays, alors que les écologistes continuaient à faire pression pour qu'il soit

abandonné. L'entreprise publique China National Offshore Oil Corp est un investisseur majeur dans le projet et le champ pétrolifère qu'il dessert. Des groupes écologistes, dont BankTrack, l'Institut africain pour la gouvernance énergétique et 350Africa, ont déclaré que "les sites d'extraction et l'oléoduc posent des risques environnementaux et sociaux pour les zones sauvages protégées, les sources d'eau et les communautés en Ouganda et en Tanzanie". Par ailleurs le Hashtags « #StopEACOP » à été largement partagé sur les réseaux sociaux.
Les critiques africaines affirment que dans de nombreux cas les études d'impact ne sont pas réalisées : Au Ghana, un accord de 2 milliards de dollars sur la bauxite pour les infrastructures avec la société d'État chinoise Sinohydro Corp a suscité des critiques en raison de la menace qu'il représente pour l'environnement et la population. Par exemple, l'accord Ghana-Sinohydro a été conclu sans qu'une évaluation n'ait été menée pour déterminer la quantité de bauxite pouvant être extraite sans polluer l'eau potable, nuire aux moyens de subsistance des agriculteurs ou menacer les trésors naturels, a déclaré M. Losos.
De nombreux projets soutenus par la Chine en Afrique ont été bloqués en raison de la pression exercée par des groupes environnementaux. En 2019, un tribunal du Kenya a ordonné l'arrêt de la construction d'une centrale électrique au charbon à Lamu après que des militants ont fait valoir qu'elle mettrait en danger un site du patrimoine mondial de l'Unesco.
Il ne fait aucun doute que les acteurs commerciaux chinois essayent de se soustraire aux exigences environnementales en Afrique. Mais dans de nombreux cas, les investisseurs ne font que profiter de la faiblesse des systèmes de gouvernance.

Corruption : Cas du Nigéria

Les relations bilatérales de la Chine avec le Nigéria sont généralement présentées par les représentants des gouvernements chinois et nigérians comme une relation fondée sur la confiance, la compréhension mutuelle et le respect. Cependant, ce langage diplomatique ne parvient pas à cacher une réalité très différente, celles des pratiques contraires à l'éthique afin de développer et de protéger les intérêts chinois au Nigéria. Le Nigeria a été le premier pays africain à être désigné « partenaire stratégique » par la Chine. Les relations bilatérales entre le Nigeria et la Chine ont fait passer les échanges commerciaux de 1,9 milliard de dollars américains en 2013 à environ 20 milliards de dollars américains en 2019. Abdul-Gafar Tobi Oshodi et Ufo Okeke Uzodike, deux politologues nigérians, notent que « les flux commerciaux sont en faveur de la Chine, la Chine enregistrant un excédent commercial d'environ 17,5 milliards de dollars US pour les années 2015 à 2018. » Le Nigeria est également un emplacement clé pour les entreprises manufacturières chinoises pour installer des usines, avec des clusters situés dans les villes du sud-ouest de Lagos et Ogun, et dans les régions riche en pétrole.
Cependant de nombreux rapports ont révélé que ces entreprises chinoises se livrent à la corruption pour mener à bien leurs activités. En avril 2020, la Banque africaine de développement (BAD) a mis sur liste noire China Zhonghao Nigeria Limited, une société de génie civil enregistrée au Nigeria. La société chinoise et ses associés locaux s'étaient livrés à des « pratiques frauduleuses » en soumissionnant pour un projet financé par la BAD au Nigeria.
Un an plus tard, le 30 juillet 2021, deux entreprises chinoises opérant au Nigeria ont été exclues des contrats financés par la Banque mondiale pour avoir enfreint leurs directives relatives à la fraude et à la corruption. Les deux sociétés sont China Railway Construction (International) Nigeria Company Limited et China National Electric Engineering Company (CNEEC) Nigeria Limited. Les allégations de fraude contre les entreprises chinoises au Nigeria

ne se limitent pas aux seules agences multinationales. Le 11 mai 2020, l'agence nigériane de lutte contre la corruption, l'Economic Financial Crimes Commission (EFCC), a arrêté deux employés chinois de China Zhonghao Nigeria Limited, Meng Wei Kun et Xu Koi, à Sokoto, dans le nord-ouest du Nigeria. Kun et Koi auraient offert un pot-de-vin d'environ 100 000 USD à un agent local de l'EFCC afin de « compromettre les enquêtes en cours ». Les entrepreneurs chinois au Nigeria versent des pots-de-vin pour faire avancer leurs investissements, une pratique aussi courante en Chine qu'au Nigeria. « Ils ont réussi parce qu'ils savent comment utiliser l'argent liquide pour arriver à leurs fins… Ils savent comment soudoyer et sont généralement vraiment prêts à corrompre la police ou le gouvernement ou n'importe qui », selon un cadre nigérian ayant des liens étroits avec la communauté des affaires chinoise dans une interview avec Matthew T. Page, chercheur Carnegie Endowment for International Peace.
De plus le 6 février 2021, Premium Times, un journal d'investigation en ligne du Nigeria, a rapporté l'allégation de blanchiment d'environ cinq milliards de nairas (10 millions de dollars US) entre Stella Oduah, un ancien ministre et The China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) Nigeria Ltd en 2014. La corruption est la réalité des relations sino-nigériennes : une réalité loin du récit simpliste de compréhension mutuelle avancé par les diplomates chinois.

L'expansion sécuritaire de la Chine en Afrique et ses dérives

Bien que l'empreinte sécuritaire de la Chine en Afrique reste relativement faible, ses activités de sécurité ont favorisé ses objectifs politiques et économiques sur le continent.

Objectifs de la présence sécuritaire de la Chine en Afrique

L'un des principaux moyens dont dispose la Chine pour accroître sa présence et son influence militaires en Afrique est la formation et les exercices avec les partenaires africains. Pékin donne la priorité aux partenariats de sécurité avec les milices gouvernées par d'anciens mouvements de libération nationale, car les modèles de gouvernance similaires entre Pékin et ces pays offrent la possibilité d'établir des liens idéologiques forts fondés sur une culture politique autoritaire partagée. Pékin cherche toutefois aussi à établir des partenariats avec des pays qui ne partagent pas de similitudes idéologiques avec le PCC, comme le Kenya, le Sénégal et le Botswana. Ces pays sont d'une importance géostratégique pour les initiatives de Pékin, bien que l'engagement militaire entre Pékin et ces pays soit moins fréquent[34].
Pékin vend des armes à des pays africains sans tenir compte de la forme de leur gouvernement ou de leurs normes en matière de droits de l'homme. En effet, le plus grand fabricant d'armes chinois a vendu pour 20 millions de dollars de missiles antichars, de lanceurs guidés, de lance-grenades, de fusils automatiques et de munitions au gouvernement du Sud-Soudan, malgré la promesse de Pékin de mettre fin aux ventes d'armes en raison des violations des droits de l'homme commises par l'armée sud-soudanaise[35]. Des armes chinoises ont également été utilisées lors de conflits en RDC, en Côte d'Ivoire, au Soudan et en Somalie[36].

[34] Paul Nantulya, Research Associate, Africa Center for Strategic Studies, National Defense University, interview with Commission staff, 21 juillet 2020.
[35] Lily Kuo, "China's Largest Weapons Manufacturer Is Allegedly Selling Arms to South Sudan-Again," Quartz Africa, August 26, 2015.
[36] Center for Strategic and International Studies, "How Dominant Is China in the Global Arms Trade."

Le gouvernement chinois a alloué des ressources pour renforcer sa présence sécuritaire afin de protéger les actifs nationaux et commerciaux chinois. Les incidents qui ont conduit à une présence militaire chinoise accrue sur le continent comprennent :

- la guerre civile en Libye, qui a conduit à l'évacuation de plus de 30 000 ressortissants chinois en 2011
- le meurtre de soldats de la paix chinois au Mali et au Soudan du Sud
- la menace de Boko Haram au Nigeria[37].

La plupart des contributions majeures de la Chine en matière de maintien de la paix en Afrique ont eu lieu dans des pays où elle a des intérêts économiques importants : la Chine a une importante présence de maintien de la paix en RDC, où China Molybdenum, une société minière chinoise, détient une participation de 80 % dans l'une des plus grandes mines de cobalt au monde et la plus grande exploitation minière de cuivre en RDC[38] .
De plus, afin de protéger ses intérêts économiques sans avoir de présence militaire visible, la Chine opte pour ses entreprises de sécurité privé.

Caractéristiques des contrats de sécurité privé chinois

Le terme « entreprise de sécurité privée » est faux dans le contexte chinois. En tant qu'État-parti, la Chine exige que toutes les « entreprises » obéissent aux directives du parti , d'où le slogan « à mesure que l'État avance, le secteur privé recule ». Les entreprises de sécurité doivent appartenir à l' État , ou au moins 51 % de leur capital doit appartenir à l'État.
En bref, les entreprises de sécurité chinoises ne sont pas privées. Ils sont contrôlés par l'État et servent ses intérêts. Les opportunités qu'ils recherchent sont cependant lucratives. Leur entrée en Afrique a coïncidé avec les missions de lutte contre la piraterie de l'Armée Populaire de Libération (APL) au large des côtes somaliennes en 2008. Huaxin Zhong An et Overseas Security Guardians ont été les premiers à recevoir l'autorisation du gouvernement chinois pour fournir des escortes maritimes armées aux flottes chinoises dans ces eaux.
Les sociétés de sécurité chinoises ont par la suite diversifié leurs clients. Beijing DeWe Security Service protège un projet de gaz naturel de 4 milliards de dollars en Éthiopie pour le groupe chinois Poly-GCL Petroleum Holdings. Le Shandong Haiwei Security Group protège les mines chinoises en Afrique australe. China Overseas Security Group, un conglomérat de cinq entreprises, protège les projets de la Ceinture et la Route dans les zones de conflit, dont la Somalie. China Security and Technology Group sécurise les routes de transport terrestre et maritime, y compris les golfes de Guinée et d'Aden et le corridor de transport du port de Lamu-Soudan du Sud-Éthiopie.
Les entreprises de sécurité chinoises ne sont pas autorisées à porter des armes, ce qui les obligent à ajuster leurs modèles commerciaux pour s'adapter à différents contextes juridiques. Plus l'environnement est laxiste, plus ils ont de liberté. En Afrique du Sud, où les lois sont strictement appliquées, les entreprises de sécurité chinoises travaillent via des filiales locales. Par exemple, le Shandong Huawei Security Group exploite une coentreprise avec Raid Private Security, qui assure la sécurité des intérêts miniers. Dans le cadre plus indulgent du Kenya, les entrepreneurs de sécurité chinois sont plus actifs , travaillant directement avec les forces de sécurité locales à qui ils fournissent une rémunération supplémentaire, une formation, des moyens techniques, des renseignements et des équipements.

[37] Judd Devermont, written testimony for U.S.-China Economic and Security Review Commission, Hearing on China's Strategic Aims in Africa, mai 2020
[38] Jimmy Swira, "5 Largest Cobalt Mines in the World," African Mining Brief, septembre 2020

Dans les environnements encore plus permissifs du Soudan et du Soudan du Sud, les acteurs chinois de la sécurité travaillent avec les forces locales sur le terrain et, dans certains cas, les accompagnent en mission. En 2012, des unités de l'ex-APL, largement soupçonnées d'appartenir au groupe de sécurité VSS, ont aidé l'armée soudanaise à secourir 29 travailleurs pétroliers chinois kidnappés dans la province du Sud Kordofan. En 2016, le service de sécurité DeWe a enrôlé des Sud-Soudanais armés en renfort pour évacuer plus de 300 travailleurs pétroliers chinois après que des combats ont éclaté entre des factions rivales dans la guerre civile au Soudan du Sud. Ces entreprises peuvent compromettre la sécurité des citoyens africains. La China National Petroleum Corporation, par exemple, a secrètement acheminé du carburant, des devises fortes et des véhicules blindés de transport de troupes vers les milices gouvernementales pour protéger ses gisements de pétrole au Soudan du Sud. Certaines de ces forces sud-soudanaises ont été accusé par l'ONU d'avoir commis des atrocités contre des civils.

Un risque pour la sécurité des citoyens et l'intégrité réglementaire en Afrique

Les sous-traitants chinois en matière de sécurité ont causé leur juste part de problèmes en contournant les restrictions sur les armes. En 2018, deux ressortissants chinois ont été arrêtés à Livingstone, en Zambie, pour avoir dispensé une formation militaire illégale à une société de sécurité locale. Les stagiaires portaient des uniformes similaires à ceux utilisés par la Zambia Wildlife Authority pour éviter d'être détectés et se fondre plus facilement dans la ville touristique populaire. Au Zimbabwe voisin, deux gardes chinois ont été emprisonnés pour avoir tiré et blessé le fils d'un parlementaire . Ils avaient déjà été expulsés pour avoir licencié des travailleurs locaux lors d'un conflit salarial dans une mine d'or, mais ils sont restés illégalement dans le pays. Au Kenya et en Ouganda, des entrepreneurs chinois ont été arrêtés respectivement en 2018 et 2019, pour possession de matériel destiné à être utilisé par une entreprise locale et un système d'interception de communications illégales .

La pression en faveur d'une transparence et d'une surveillance accrues des entreprises de sécurité chinoises et étrangères en Afrique est largement venue des acteurs de la société civile. Les groupes de la société civile africaine ont concentré une grande partie de leur plaidoyer sur les industries extractives où les investissements des entreprises publiques chinoises et les contrats de sécurité sont particulièrement visibles. Le litige stratégique est rapidement apparu comme un outil puissant pour créer une plus grande sensibilisation et transparence autour de la nature opaque des contrats de sécurité. La Kenya Law Society, par exemple, a contesté la base juridique de l'accord entre le Kenya et la China Roads and Bridges Corporation (CRBC) pour le Standard Gauge Railway, qui couvrait également le contrat de sécurité avec DeWe.

En conséquence, le projet CRBC a été déclaré illégal en juin 2020 par la Cour d'appel du Kenya car il bafouait les règles de passation des marchés. Un responsable de la sécurité chinois du CRBC, de même, figurait parmi les personnes accusées de fraude dans une affaire connexe antérieure . Au Zimbabwe, le litige de la Zimbabwe Environmental Law Association (ZELA) a conduit à l'interdiction en septembre 2020 de toutes les mines de charbon dans le parc national de Hwange, qui étaient menées par des entreprises chinoises.

ZELA a également lancé une injonction obligeant le gouvernement à fournir au public des rapports sur l'état de la centrale électrique de Sengwa de 3 milliards de dollars actuellement en construction par le China Gezhouba Group, dont la sécurité est coordonnée par le China Security Technology Group . Des initiatives similaires ont été lancées dans d'autres pays, dont le Ghana et la Guinée. Les plaideurs ont compris que cibler les

grandes entreprises publiques peut être un moyen efficace d'attirer l'attention du public sur les activités des entreprises de sécurité qu'ils embauchent.

Il existe une suspicion persistante envers les sociétés de sécurité étrangères au sein des organisations de la société civile africaine en raison de l'implication de mercenaires étrangers dans les guerres civiles les plus meurtrières d'Afrique. Par conséquent, bien que les entreprises de sécurité chinoises soient moins visibles que les autres acteurs externes, elles sont perçues sous un jour tout aussi négatif. Les sentiments envers ces entreprises sont également façonnés par les réactions du public aux controverses entourant les entreprises publiques qui les embauchent. De nombreuses manifestations contre les investissements chinois en Zambie, par exemple, se concentrent sur des conflits de longue durée (et parfois mortels) entre les dirigeants chinois et les travailleurs locaux du secteur minier, qui est dominé par les entreprises publiques chinoises. C'est également le cas au Zimbabwe .

Les citoyens Africains sont de plus en plus susceptibles de voir les inconvénients de l'empreinte croissante de la Chine, en particulier lorsque les investissements controversés des entreprises d'État et les activités douteuses des entreprises de sécurité chinoises font l'actualité. Les gouvernements africains peuvent difficilement se permettre d'ignorer les sentiments suscités par ces entreprises.

Conclusion

La Chine est devenue plus influente que l'UE et les anciennes puissances coloniales en Afrique. Le fait que la Chine n'ait pas participé à la campagne coloniale en Afrique comme l'ont fait autrefois de nombreux pays européens est un élément significatif dans les relations sino-africaines. Cela permet à la Chine d'avoir une position de négociation plus forte vis-à-vis des États africains et moins de contrainte que la France par exemple.

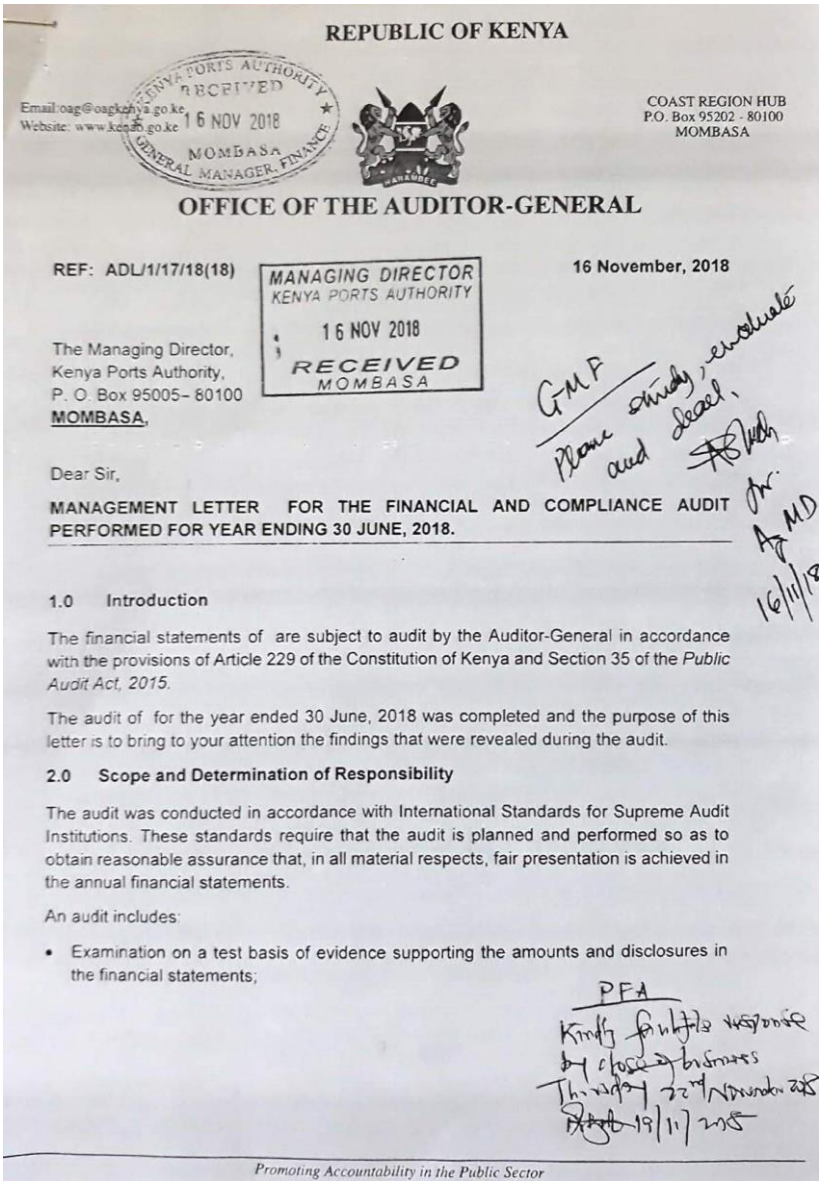
La conférence de Bandung a mis en œuvre une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et une politique de relations fondées sur l'amitié et les avantages pour les deux parties. Malgré cela, des voix critiques s'élèvent, en Afrique, pour dénoncer la nouvelle forme de néocolonialisme chinois.

La principale différence entre la politique de l'Occident et de la Chine à l'égard des États africains concerne l'idéologie générale. L'Occident présente sa vision de la démocratie et ne soutient pas les marchés africains avec des armes ni les gouvernements autoritaires. La Chine a sa propre stratégie, appelée le "consensus de Pékin", et cette stratégie pourrait entrer en conflit avec les idéaux démocratiques à l'avenir de la jeunesse africaine.

Pour l'instant, le récit des relations sino-africaine est dominé par la communication autour de l'approche "gagnant-gagnant" de la Chine en matière de diplomatie économique. C'est la rhétorique de la Chine en Afrique depuis au moins deux décennies. La guerre informationnelle chinoise est construite autour d'une rhétorique simpliste qui consiste à contrer les critiques des agissements chinois par l'accusation des USA ou de l'UE d'être les auteurs des attaques contre les intérêts. Cependant les critiques africaines sur l'ensemble du continent se concentrent principalement sur l'ingérence de la Chine sur les politiques internes de l'Afrique, la diplomatie de la dette et la crainte de perte de la souveraineté des Etats sur des actifs stratégiques tels que les Ports, le vol des ressources naturelles africaines, les pratiques douteuses en termes de corruption ainsi que les questions autour du racisme et le non-respect des droits de l'Homme. Les pratiques chinoises sur le continent se caractérise par une approche criminelle et mafieuse. Le comportement mafieux des chinois s'est manifestée par la fusillade d'une foule de mineurs protestataires, sur ordre des dirigeants chinois. Les critiques africaines deviennent importantes, ainsi la rhétorique anti-chine est au centre des élections en Afrique.

Annexe

Rapport de l'Auditeur Genéral du Kenya Sur le Projet SGR



REPUBLIC OF KENYA

Email:oag@oagkenya.go.ke
Website: www.kenao.go.ke

COAST REGION HUB
P.O. Box 95202 - 80100
MOMBASA

KENYA PORTS AUTHORITY
RECEIVED
16 NOV 2018
MOMBASA
GENERAL MANAGER, FINANCE

OFFICE OF THE AUDITOR-GENERAL

REF: ADL/1/17/18(18)

MANAGING DIRECTOR
KENYA PORTS AUTHORITY
16 NOV 2018
RECEIVED
MOMBASA

16 November, 2018

The Managing Director,
Kenya Ports Authority,
P. O. Box 95005– 80100
MOMBASA,

GMF
Please study, evaluate and deal.
AgMD
16/11/18

Dear Sir,

MANAGEMENT LETTER FOR THE FINANCIAL AND COMPLIANCE AUDIT PERFORMED FOR YEAR ENDING 30 JUNE, 2018.

1.0 Introduction

The financial statements of are subject to audit by the Auditor-General in accordance with the provisions of Article 229 of the Constitution of Kenya and Section 35 of the *Public Audit Act, 2015.*

The audit of for the year ended 30 June, 2018 was completed and the purpose of this letter is to bring to your attention the findings that were revealed during the audit.

2.0 Scope and Determination of Responsibility

The audit was conducted in accordance with International Standards for Supreme Audit Institutions. These standards require that the audit is planned and performed so as to obtain reasonable assurance that, in all material respects, fair presentation is achieved in the annual financial statements.

An audit includes:

- Examination on a test basis of evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements;

PFA
Kindly facilitate response by close of business
Thursday 22nd November 2018
19/11/2018

Promoting Accountability in the Public Sector

- Assessment of the accounting principles used and significant estimates made by management; and
- Evaluation of the overall financial statements presentation.

The audit will also include an examination, on a test basis, of evidence supporting compliance, in all material respects, with the relevant laws and regulations which came to our attention and are applicable to financial matters.

The matters mentioned in this letter are therefore those that were identified through tests considered necessary for the purpose of the audit and it is possible that there might be other matters and/or weaknesses that were not identified.

The financial statements, maintenance of effective control measures and compliance with laws and regulations are the responsibility of the Accounting Officer. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements.

3.0 Respective Responsibilities of the and the Auditor-General

The is responsible for the preparation and fair presentation of the Financial Statements in accordance with International Financial Reporting standards and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of Financial Statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

The Responsibility of the Auditor-General is to express an independent opinion on the Financial Statements based on the audit findings.

4.0 STATEMENT OF FINANCIL PERFORMANCE

4.1 Operating Revenue

Criteria

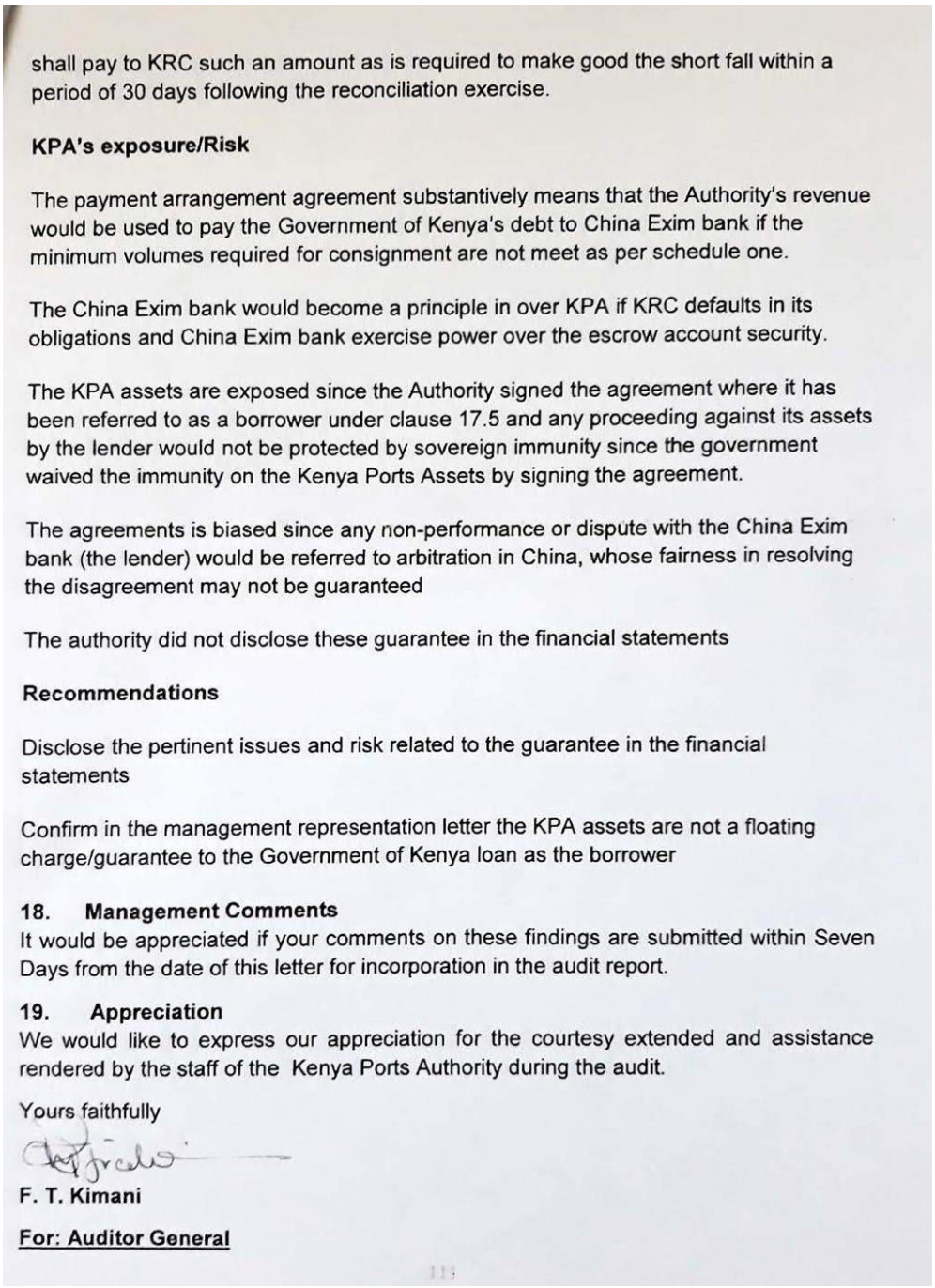
Kenya Ports Authority Container Operations Manual under 7 procedure requires the Senior Clerical Assistant to confirm that the Electronic Delivery Orders (EDOs) have been mapped into CATOS with the correct information and if any Variances found are reported to the shipping agent immediately and a terminal hold placed.

Findings

The statement of profit and loss and other comprehensive income reflected operating revenue of Kshs 42,736,520,000 being an increase of Kshs 3,132,843,000 or (7.9%) from Kshs 39,603,677,000 in the year ended 30 June 2017.

4.1.1 Variance between operational income and operational expenditure increase

The Statement of Comprehensive Income showed Kshs 42,738,520,000 being the operating revenue for the period ended 30 June 2018. It was noted that the operating revenue recorded a 7.9% increase from the previous year's balance.



shall pay to KRC such an amount as is required to make good the short fall within a period of 30 days following the reconciliation exercise.

KPA's exposure/Risk

The payment arrangement agreement substantively means that the Authority's revenue would be used to pay the Government of Kenya's debt to China Exim bank if the minimum volumes required for consignment are not meet as per schedule one.

The China Exim bank would become a principle in over KPA if KRC defaults in its obligations and China Exim bank exercise power over the escrow account security.

The KPA assets are exposed since the Authority signed the agreement where it has been referred to as a borrower under clause 17.5 and any proceeding against its assets by the lender would not be protected by sovereign immunity since the government waived the immunity on the Kenya Ports Assets by signing the agreement.

The agreements is biased since any non-performance or dispute with the China Exim bank (the lender) would be referred to arbitration in China, whose fairness in resolving the disagreement may not be guaranteed

The authority did not disclose these guarantee in the financial statements

Recommendations

Disclose the pertinent issues and risk related to the guarantee in the financial statements

Confirm in the management representation letter the KPA assets are not a floating charge/guarantee to the Government of Kenya loan as the borrower

18. Management Comments

It would be appreciated if your comments on these findings are submitted within Seven Days from the date of this letter for incorporation in the audit report.

19. Appreciation

We would like to express our appreciation for the courtesy extended and assistance rendered by the staff of the Kenya Ports Authority during the audit.

Yours faithfully

F. T. Kimani

For: Auditor General

Références

Abitew, F. (septembre 2020). « *Ethiopia: The case for partial privatization of Ethio Telecom* ».

AFP. (mai 2021). *RDC : Félix Tshisekedi fustige les investisseurs miniers qui « viennent les poches vides et repartent milliardaires* ».

Aidoo, S. H.-R. (Avril 2014). *Charting the Roots of Anti-Chinese Populism in Africa: A Comparison of Zambia and Ghana*.

Center for Strategic and International Studies, *How Dominant is China in the Global Arms Trade?* mai 2021. .

Devermont, J. (Mai 2020). "China's Strategic Aims in Africa."-Devermont: Written Testimony, USCC. *Statement before the U.S. - China Economic and Security Review Commission -A Testimony by:Judd Devermont.* Washington, DC.
Dunst, C. (Avril 2020). "Beijing's Propaganda Is Finding Few Takers,". *Foreign Policy*.
Ethic Institute of South Africa, *« African's perception of chinese business in Africa: A survey ».* Pretoria- Afrique du Sud, février 2014.
Lee, C. K. (2017). *The Specter of Global China -Politics, Labor, and Foreign Investment in Africa.* Chicago and London: University of Chicago Press.
Maclean, C. I, "China's Influence Looms Large as Sierra Leone Goes to the Polls,". Guardian, mars 2018.
Mckinsey-Africa, *« The closest look yet at Chinese economic engagement in Africa »,* juin 2017.
Nantulya, P. (Mai 2020). Hearing on China's Strategic Aims in Africa,. *U.S.-China Economic and Security Review Commission*.
Paul Nantulya. (Février 2020). Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Influence Strategic Aims in Africa,. *U.S.-China Economic and Security Re- view Commission*.
Samantha Custer, "China's Financial Statecraft: Winning Africa One Yuan at a Time," . *AidData,* mars 2018.
Samson, M. L.-A.-M? China's growing presence in Africa wins largely positive popular reviews. *Afrobarometer Round 6,* octobre 2016. .
Sanusi, S. L, Neither the Washington nor Beijing Consensus – developmental models to fit African realities and cultures. London, mars 2012.
Selormey, E. "Africans' Perceptions About China: A Sneak Peek From 18 Countries," . *Afrobarometer,* septembre 2020.
Sonne, P, "U.S. Accuses China of Directing Blinding Lasers at American Military Aircraft in Djibouti," Washington Post, mai 2018.
Xinhua, *"Full Text: China's Second Africa Policy Paper,"* décembre 2015.